

## Rinaldo Depagne « Au Burkina Faso, les groupes armés ont trouvé un “maillon faible” »

Alors que la crise sécuritaire s'aggrave dans le pays depuis 2015, le spécialiste de l'Afrique de l'Ouest souligne la diversité des facteurs qui mènent les individus à la violence, au sein des groupes djihadistes ou des milices d'autodéfense

### ENTRETIEN

**A**ttques terroristes, enlèvements, conflits intercommunautaires... Au Burkina Faso, le bilan humain ne cesse de s'alourdir avec plus de 340 morts comptabilisés depuis 2015. Spécialiste et directeur de projets pour l'ONG International Crisis Group pour l'Afrique de l'Ouest, Rinaldo Depagne analyse les causes et les enjeux de la crise sécuritaire dans ce pays.

#### Comment définir la situation actuelle au Burkina Faso ?

La vitesse de la dégradation sécuritaire et le niveau des violences sont inédits dans l'histoire de ce pays. Il semble que les groupes armés aient trouvé au Burkina une sorte de « maillon faible » leur permettant de déclencher des insurrections rurales au Sahel. Ils vivent principalement les zones frontalières, près du Mali et du Niger, où ils sont déjà solidement implantés. En un an, dans l'est du Burkina, nous sommes passés d'assauts sporadiques à des attaques régulières meurtrières. Dans le nord, les violences se sont étendues du Soum à d'autres provinces, telles que la Kossi ou le Sourou. Pour la première fois, les troubles se déroulent dans les campagnes, alors que, jusqu'à présent, ceux-ci touchaient surtout les centres urbains, qu'il s'agisse des révoltes de 1966 et de 2014 ou des coups d'Etat des années 1980.

#### Comment expliquer que le Burkina, longtemps épargné par les groupes djihadistes, soit devenu un terrain d'expression de cette violence ?

Le président Blaise Compaoré [1987-2014] avait privilégié la négociation avec les groupes armés qui, à l'époque, étaient sur-

tout actifs au Mali. Son régime leur apportait de l'aide ou fermait les yeux sur leurs trafics, en échange de quoi ils n'opéraient pas sur le sol burkinabé. Le gouvernement de Roch Marc Christian Kaboré, installé après la transition, fin 2015, semble moins enclin à collaborer avec les groupes radicaux, désormais

plus dispersés, moins hiérarchisés et, pour certains, endogènes. Il est aussi plus compliqué d'établir des contacts et de maintenir des relations avec ces groupes qui n'ont ni chefs identifiés ni revendications claires. Par ailleurs, le régime actuel a hérité d'un appareil sécuritaire fragilisé et divisé.

Ces faiblesses se sont révélées lors des mutineries de 2011, qui avaient donné lieu à la radiation de plus de cinq cents membres des forces de sécurité. Elles ont ensuite été accentuées par le départ de Blaise Compaoré, puis par le coup d'Etat manqué de 2015. A la chute de l'ancien président [à la suite d'une insurrection populaire en 2014], la structure des renseignements, qui reposait sur le général Gilbert Diendéré, s'est délitée. Aujourd'hui, le gouvernement a choisi une réponse militaire forte et plus répressive, mais son manque d'organisation ne lui permet plus d'imposer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire.

Il faut aussi souligner la carence de la réponse politique. Les mécanismes de règlement local des conflits se sont grippés avec la perte d'influence des chefferies traditionnelles, lesquelles opéraient un travail de médiation important. Les nouvelles générations respectent moins les chefs coutumiers, d'autant que certains ont été discrédités en s'impliquant dans la vie politique. Enfin, les élus locaux, maires et députés, ont de grandes difficultés à participer aux médiations. Ils sont menacés, voire assassinés, par les groupes djihadistes.

#### Certains voient derrière le terrorisme

#### la « main » de Compaoré, pourquoi ?

Ces accusations sont souvent basées sur des rumeurs. Dans une situation où 90 % des attaques ne sont pas revendiquées, il est rassurant de mettre un nom sur l'ennemi. L'ancien président ne détient plus le pouvoir de nuisance qu'on lui prête. Il est possible que des déserteurs militaires aient rejoint des groupes armés, mais il s'agit de trajectoires individuelles et non d'un plan orchestré par des dirigeants à la retraite. Ensuite, ces accusations contre l'ancien régime épousent le narratif du pouvoir en place, qui s'est construit sur le rejet de l'ère Compaoré. Enfin, pour de nombreux Burkinabés, il est encore difficile d'admettre que le terrorisme puisse être endogène. L'idée d'une force extérieure téléguidant des groupes armés étrangers a quelque chose de rassurant.

#### Comment des groupes djihadistes tels qu'Ansaroul Islam, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, l'Etat islamique au Grand Sahara ont-ils réussi à proliférer ?

Dans le nord du Burkina, dans le Soum, le prédicateur Malam Dicko, fondateur d'Ansaroul Islam, s'est fait connaître grâce à ses prêches à la radio. Il a utilisé un double discours, religieux, appelant à un retour aux « vraies » sources de l'islam, et social, qui a porté dans cette province délaissée par l'Etat. Dicko a su exploiter le désarroi des populations en accusant les responsables locaux de la société traditionnelle – marabouts et nobles peuls – d'être à l'origine de leur misère pour appeler à un changement radical de l'ordre social.

Dans l'est, les causes de la percée djihadiste sont plus difficiles à déterminer. Au djihad se mêlent sans doute une insurrection sociale et rurale ainsi qu'une contestation brutale de l'Etat par une partie de la population. Celle-ci s'étant sentie notamment dépossé-

dée de ses terres et de sa culture par la création d'espaces naturels protégés et de zones de chasse commerciale, dont la gérance a été attribuée à des opérateurs économiques étrangers. Le racket dont ont été victimes les éleveurs, opéré par les forces de sécurité, a aussi joué un rôle important. Les groupes armés ont su capter ce mécontentement et attirer à eux des individus agissant plus par sentiment de révolte que par attachement à l'idéologie de l'islam radical.

#### **Quel est le rapport des populations avec ces groupes dans les localités ?**

Les populations sont prises entre le marteau des terroristes et l'enclume des forces de l'ordre. D'un côté, elles vivent dans la peur, avec une grande défiance à l'égard de l'armée, qui agit souvent de manière brutale. De l'autre côté, les groupes armés font régner la terreur en éliminant toute personne qui s'oppose à eux, ainsi que les informateurs et les représentants locaux capables d'agir comme médiateurs ou susceptibles de les dénoncer auprès des autorités. Dans cette configuration instable et violente, les civils n'adhèrent pas majoritairement aux idéaux des djihadistes, mais ils sont souvent obligés de s'arranger avec eux. Les djihadistes cherchent à plaire aux populations. Ainsi, dans l'est, des éleveurs peuvent maintenant faire paître leurs troupeaux dans des zones jusqu'alors réservées à la chasse commerciale, ou exploiter des mines d'or artisanales échappant désormais aux règles de l'Etat. Il sera intéressant de voir si ces populations obéiront aux nouvelles règles que leur imposeront les groupes armés.

#### **Le 1<sup>er</sup> janvier, une attaque a entraîné des représailles contre la communauté peule à Yirgou, dans le centre-nord. Quel est l'état des relations communautaires ?**

Au Burkina Faso, comme dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les tensions entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires sont anciennes. Le drame de Yirgou est certainement né de l'accumulation de conflits locaux et de la montée en puissance de groupes armés : les djihadistes, mais aussi les milices d'autodéfense koglweogo [*« gardiens de la brousse »*] qui font partie des acteurs de ce drame puisqu'elles ont pourchassé et tué des civils [*quarante-six morts selon les sources officielles, peut-être beaucoup plus*].

Il faut une réponse politique forte de la part des autorités et des chefs coutumiers pour diffuser des messages de paix. Le risque, en s'engageant dans une politique répressive qui présente une communauté – en l'occurrence les Peuls – comme principale actrice du terrorisme, est de voir ces tensions ethniques s'amplifier et être exacerbées par les groupes armés qui en tirent bénéfice.

#### **La montée en puissance des groupes d'autodéfense koglweogo est-elle inquiétante ?**

Ces « initiatives locales de sécurité » ont commencé à se mettre en place dans les années 2000 pour pallier l'insuffisance policière sur l'ensemble du territoire. Des groupes d'autodéfense villageois se sont alors peu à peu structurés. Le plus connu et le plus important est celui des koglweogo, dont le nombre est estimé à 45 000 membres, parmi près de 4 000 groupes. Ils se sont donné

pour mandat de lutter contre la criminalité et restent, pour le moment, peu engagés dans la lutte antiterroriste.

Le législateur peine à encadrer ces réponses, locales et informelles, avec des agendas différents. Par exemple, les koglweogo de Saaba, dans la banlieue de Ouagadougou, luttent contre le vol de bétail, alors que dans l'est, ils se confrontent au grand banditisme armé et transfrontalier. Ils ont réussi à faire baisser le taux de criminalité dans certaines zones, ce qui leur confère une certaine aura au sein de la population, tout en créant un problème politique puisque le gouvernement peut difficilement aller contre l'avis de son électorat. Sachant que ces groupes d'autodéfense se sont surtout développés dans la région du Plateau-Central et de l'Est, qui constituent deux grands bassins d'électeurs pour le parti au pouvoir.

#### **A un an de la présidentielle, la période est cruciale pour le chef de l'Etat, Roch Marc Christian Kaboré. Peut-il faire face à tous ces enjeux ?**

C'est une période charnière. Le gouvernement sera-t-il capable d'organiser l'élection sur l'ensemble de son territoire en 2020 ? Depuis quelques mois, certaines zones ne sont plus contrôlées par les autorités. Le risque, pour le gouvernement, est de se retrouver pris en tenaille entre la question sécuritaire et un fort mécontentement social. Le Burkina est un pays au passé riche en revendications sociales, avec une société civile et des syndicats actifs. Il va être difficile de répondre à tous ces enjeux, ne serait-ce que financièrement.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE DOUCE  
(OUAGADOUGOU, CORRESPONDANCE)